

Sur la réunion publique du collectif icaunais en cours de création contre l'État d'urgence du 14 janvier

Plus de 60 personnes étaient présents à la réunion publique de Joigny le 14 janvier.

Après une passionnante introduction qui posait le cadre de la situation politique, par Christophe Voilliot (maître de conférences en sciences politiques), les discussions se sont orientées sur l'importance de créer et faire vivre un collectif local contre l'état d'urgence et pour les libertés.

Christophe Voilliot a clairement démontré comment la France n'était plus, avec l'entrée en vigueur de l'État d'urgence (avec un "E" majuscule comme il l'a souligné), une démocratie. Sous entendu, même plus une démocratie bourgeoise.

Il a fait le parallèle entre Valls et Clémenceau : les 2 désignant un ennemi commun justifiant toutes les mesures d'urgence, exceptionnelles, jusqu'à la guerre et une politique sécuritaire et répressive contre toute forme d'opposition à cette politique.

Il a appelé à la mobilisation de masse, à l'organisation, partout où on attend le moins une mobilisation populaire. Pour lui, les actions locales peuvent avoir plus de poids, parce qu'elles sont plus surprenantes et inhabituelles, que des mobilisations centralisées, qui, si elles ne sont pas assez massives, ne sont pas assez visibles. L'effet de surprise des mobilisations locales peut contribuer davantage à l'éveil des consciences. Pour lui, les masses sont abasourdis par toutes les mesures sécuritaires qui ne datent pas seulement de la mise en place de l'état d'urgence. Plusieurs interventions ont eu lieu sur cette question, ce qui a permis de pointer la montée progressive de l'État sécuritaire, notamment avec la loi sur le renseignement et bien d'autres.

Il a insisté toutefois sur le fait que la mobilisation locale devait être à la mesure de nos moyens. Il faut agir pour sensibiliser l'opinion. Il a insisté sur le fait qu'il fallait inscrire le combat dans la durée, même s'il y a des urgences liées au calendrier de l'assemblée nationale. La sortie de l'État d'urgence implique une remise en cause globale du système politique actuel, qu'il faut mener dès maintenant, pas à pas. Il a rappelé que la franchise universitaire a été annulée par l'État d'urgence. Cette franchise est un statut datant du Moyen-âge, confirmé depuis lors par plusieurs lois (dont certains articles du code de l'éducation), qui stipule que seul le président de l'université est responsable du maintien de l'ordre dans son université. Ce statut n'avait même pas été remis en cause en 1968. Ce qui prouve bien la volonté du gouvernement d'empêcher toute contestation y compris et surtout, dans les milieux étudiants. Conscient de la possible réaction insurrectionnelle des masses, et des étudiants notamment, le gouvernement prend ses dispositions. En amont.

En bref, l'intervention de Christophe Voilliot était très combative, très pragmatique aussi en insistant sur le fait que l'État d'urgence est tout à fait faillible dans son application, que rien ne le justifie puisque l'arsenal législatif est tout à fait suffisant en matière de lutte contre le terrorisme. Ce qui indique que l'État d'urgence n'est pas une simple faute politique ou une simple manœuvre politicienne, mais correspond bien un changement radical de régime.

Après l'intervention de Christophe Voilliot (qui a pu ré-intervenir à plusieurs reprises) les discussions ont notamment été animées par le groupe de jeunes NPA d'Auxerre. Les interventions des jeunes ont permis d'amener le débat sur la remise en cause indispensable et inévitable du capitalisme au service desquels œuvrent les dirigeants. Elles ont aussi porté sur la nécessité de mener des actions, concrètes et originales, qui permettraient de toucher la population. La question de la liberté informatique a été largement discutée, introduite par un jeune camarade du NPA. La question de dépasser les peurs face aux interdictions de manifester a été évoquée.

L'assemblée était constituée essentiellement de personnes convaincues par les dangers de l'État d'urgence et consciente du fait qu'elle n'est pas vraiment visible et reste auto-centrée. Ceci dit, la majorité est convaincue qu'il faut mener des actions. Informer largement. S'adresser au plus grand nombre. Plusieurs interventions ont porté sur le fait que rien n'avait été fait sur Sens (seule ville où un couvre feu a été mis en place par la député-maire). Cette inaction s'explique par l'oppression permanente et violente menée par les dirigeants et les médias, qui porte ses fruits sur toutes les couches de la population. Y compris parmi les militants.

Cette réunion a pu re-mobiliser et enthousiasmer des personnes qui avaient perdu leur énergie et leur volonté de se battre, car au-delà de l'aspect purement informatif de cette réunion publique, il a surtout été question d'engagement dans la lutte.

La question de lutter contre les guerres a été évoquée également. Mais la complexité du sujet incite à la prudence et l'assemblée a préféré sérier les problèmes, même si l'essentiel des participants étaient conscients que la lutte contre la guerre est une urgence et une priorité. Les discussions sur ce sujet vont continuer. Rien n'empêchera d'avoir des slogans contre la guerre dans les prochaines actions. Mais le collectif en cours de création se bornera pour le moment à s'attaquer à l'État d'urgence.

Une réunion spécialement consacrée au développement du collectif anti-Etat d'urgence est programmée pour le 22 janvier. Il sera décidé à cette occasion de l'action principale qui sera menée à la fin du mois (en même temps que la manifestation parisienne). Nous prévoyons de faire signer l'appel du collectif à d'autres organisations locales.

Le comité NPA d'Auxerre